

Enseignements

Quelque opération que l'on considère, le premier constat à faire est la capacité des forces armées à planifier rapidement une intervention face à une crise soudaine. Cette rapidité dans le déclenchement de l'OPEX est rendue possible par le cadre institutionnel qui autorise le Président de la République à ouvrir une opération sans en référer immédiatement au Parlement, mais aussi par la mise en alerte de certaines unités dans le cadre du dispositif « Guépard ». Cette capacité de projection rapide loin du territoire national, difficile à imposer à des éléments issus du contingent, a d'ailleurs conduit à professionnaliser très tôt certaines unités de l'Armée de terre²⁹.

Les théâtres d'opération africains, et notamment la Centrafrique, se singularisent par leur élongation et illustrent la nécessité de disposer de moyens logistiques adéquats, notamment aéroportés, afin d'acheminer rapidement troupes et matériels. Ces capacités logistiques s'appuient entre autres sur les forces prépositionnées, notamment au Tchad, ce qui atteste de leur validité.

Dans toutes les opérations, et plus particulièrement dans le cadre de *Boali* et *Sangaris*, l'enjeu de la formation des forces centrafricaines est crucial. En dépit des nombreuses interventions qu'elle y a menées, la France n'a pas vocation à se substituer aux forces nationales mais cherche à les accompagner dans leur montée en puissance.

Force est de constater, au regard de la récurrence des interventions, que cet objectif n'a pas été facilement rempli et les forces centrafricaines ont fréquemment eu besoin d'un appui face à l'ennemi.

L'opération *Sangaris*, la plus récente, a soulevé des débats qui, outre l'habituel retour d'expérience des militaires, rejoignent certaines



des préoccupations de l'opinion publique. Dans un contexte budgétaire contraint³⁰, elle a dû s'adapter à un format relativement restreint (1 600 hommes) projeté dans un État de 660 000 km²³¹, ce qui pose la question de son efficacité. Si les forces françaises ont su s'adapter par une mobilité accrue et une certaine autonomie de décision donnée aux échelons tactiques, il n'en reste pas moins que des choix ont dû être faits. Or, quand l'objectif principal affiché par le pouvoir politique est d'assurer la sécurité des populations civiles, il est difficile de faire entendre la nécessité de ces choix. Ceux-ci ont d'abord été d'ordre géographique, les opérations de sécurisation progressant zone par zone, en commençant par la capitale, pour se déployer dans un deuxième temps dans l'ouest du pays avant de s'élargir à l'est. Cette progressivité dans le déploiement n'ignore pas les exactions qui ont cours dans les zones non couvertes mais elle correspond aux capacités de l'opération. Par ailleurs, une

Figure 5 Désengagement d'une compagnie du 2^e REP de Bangui vers Libreville, janvier 2013

29 En 1970 pour le 8^e RPIMa, en 1976 pour le 3^e RPIMa.

30 L'arrêt de la baisse continue du budget des armées date de l'année 2017 et s'est concrétisé dans la Loi de Programmation Militaire 2019-2025.

31 Ce qui fait un *ratio* de 1,1 à 2,2 soldats pour 1 000 habitants sur la période allant de janvier 2014 à août 2015, bien en deçà des recommandations des analystes.

certaine incompréhension a pu se produire sur place entre militaires et membres d'ONG. Ces derniers ont parfois sollicité l'armée française pour des interventions en dehors de son périmètre d'action, ce qu'elle a refusé. Les principes qui régissent les actions humanitaires et militaires ne sont pas les mêmes, les forces armées se conformant au cadre déterminé par le pouvoir politique, national et international. Enfin, d'aucuns ont pu reprocher à l'opération *Sangaris* son inefficacité à long terme. C'est oublier sa raison d'être : s'interposer entre belligérants dans une situation de crise extrême avant de transférer l'opération à une autre force dont le mandat s'étendra dans la durée. Les racines de la crise (politiques, ethniques, religieuses, économiques et sociales) sont en l'occurrence bien trop profondes pour prétendre les extirper en quelques mois. La violence extrême à laquelle les civils mais aussi les militaires français³² ont été confrontés devait d'abord être enrayerée avant de poser les bases d'une reconstruction pérenne.



Figure 6 Soldats français de la force Sangaris, décembre 2013

32 12 % des militaires qui reviennent de Centrafrique sont considérés comme présentant des « déséquilibres psychologiques », selon un rapport parlementaire.